

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Faites une lecture des données relatives à la France. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Caractériser le système de retraite par répartition. (3 points)
3. Expliquez le processus de désintermédiation des marchés des capitaux. (3 points)

Document 1

Taux de croissance annuels moyen du PIB ¹ 1984-2010 (en %) et contributions des facteurs en points.

	PIB	Facteur capital	Facteur travail	PGF ²
France	1.8	0.7	0.2	0.9
Irlande	4.4	0.9	0.9	2.7
Etats-Unis	2.6	0.9	0.7	1.1
Italie	1.4	0.8	0.2	0.4
Belgique	2.3	0.7	0.2	1.3
Corée du Sud	6.1	1.7	0.6	3.8

1) Certaines données ont été arrondies

2) PGF : productivité globale des facteurs

Source : OCDE, 2012

Document 2

La productivité de la France s'épuise depuis 2008. Et, c'est un problème majeur, car c'est sa progression, (...) qui permet aux Français de s'enrichir de façon durable (...) Il faut d'abord garder à l'esprit que la productivité mesure l'efficacité avec laquelle une économie mobilise ses ressources pour fabriquer des biens et des services. Les gains de productivité mesurent donc l'accroissement de la production à moyen égaux et cela permet de dégager un surplus de richesse qui se partage entre hausse des salaires, hausse des profits et baisse des prix. (...) Ainsi, la distribution des gains de productivité, en dynamisant les différentes composantes de la demande globale (consommation, investissement, dépenses publiques et exportations) est un facteur de croissance économique. Une croissance qui, si elle est suffisamment élevée (c'est-à-dire supérieure aux gains de productivité), se traduit par des créations d'emplois dont les effets sur la consommation et les recettes fiscales et sociales se diffusent à leur tour.

Source : *Comprendre l'impact des gains de productivité sur l'économie*, La Tribune 08/01/2016

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille. Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Enseignement
OBLIGATOIRE et de
SPECIALITE (économie
approfondie)

Session 2017 (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 min
Temps de passage devant
examinateur : 20 min

QUESTION PRINCIPALE (10 points)

Vous présenterez les conséquences possibles de la déflation sur l'activité économique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 points)

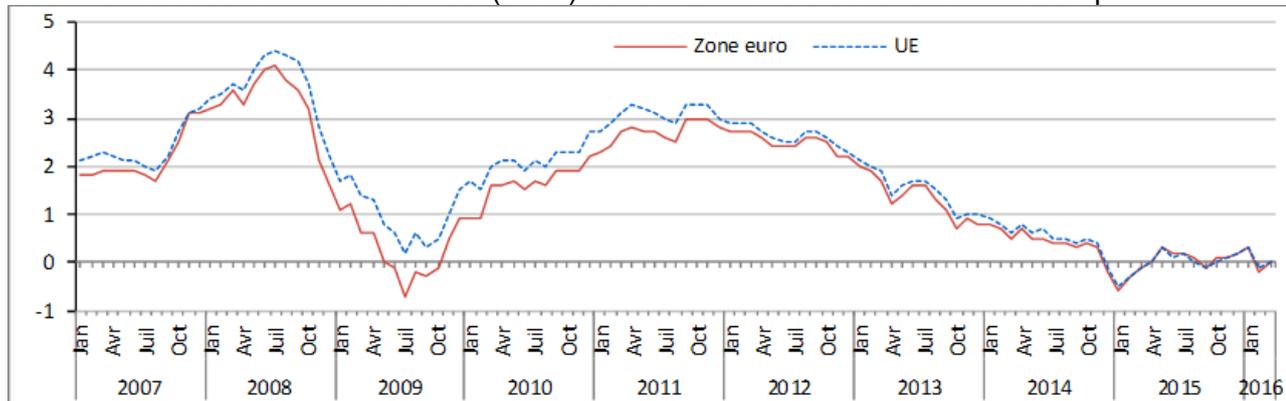
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Présentez l'évolution du taux d'inflation dans la zone euro entre janvier 2012 et janvier 2016. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Vous expliquerez comment l'âge peut influencer le comportement d'épargne des individus. (3 points)
3. A l'aide d'un exemple vous présenterez les effets de l'existence d'une barrière à l'entrée sur un marché. (4 points)

Document 1 : Taux d'inflation annuel (en %) dans la zone euro et dans l'Union Européenne.



Source : Communiqué de presse euroindicateur, Eurostat, n°70/2016, le 14 avril 2016

Remarque: à compter de 2015 les deux courbes prennent les mêmes valeurs

Document 2 :

Une petite et passagère diminution des prix n'est pas réellement une mauvaise chose en soi. En effet, quelques baisses de tarifs peuvent redonner un peu de pouvoir d'achat aux ménages [...]. En revanche, si cette situation se prolonge, le risque est élevé que s'enclenche ce que les économistes appellent une "spirale déflationniste". C'est bien plus ennuyeux. Si les ménages sont convaincus que les prix continueront à baisser, ils retarderont leurs achats, réduisant la demande [...]. La demande des ménages étant déjà réduite, celles des entreprises davantage encore et celle des collectivités locales au plus bas, austérité oblige, nul doute qu'une spirale déflationniste ferait d'énormes dégâts dans le tissu économique tricolore, déjà fragilisé par la crise de 2008-2009 et ses soubresauts. Si la spirale déflationniste s'enclenche, [...] les ménages et les entreprises endettés connaissent alors des difficultés majeures. Comment faire face à des échéances de remboursement fixe quand les revenus baissent ? [...] Dans ce contexte, une baisse de la demande provoque des fermetures d'usines et donc du chômage dont la hausse entraîne mécaniquement des pressions à la baisse sur les salaires.

Source : Fabien Piliu, « Quels sont les risques que la baisse des prix fait peser en France ? », *La Tribune*, 19 mars 2015

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille. Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les chocs d'offre et de demande peuvent être à l'origine de fluctuations économiques.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

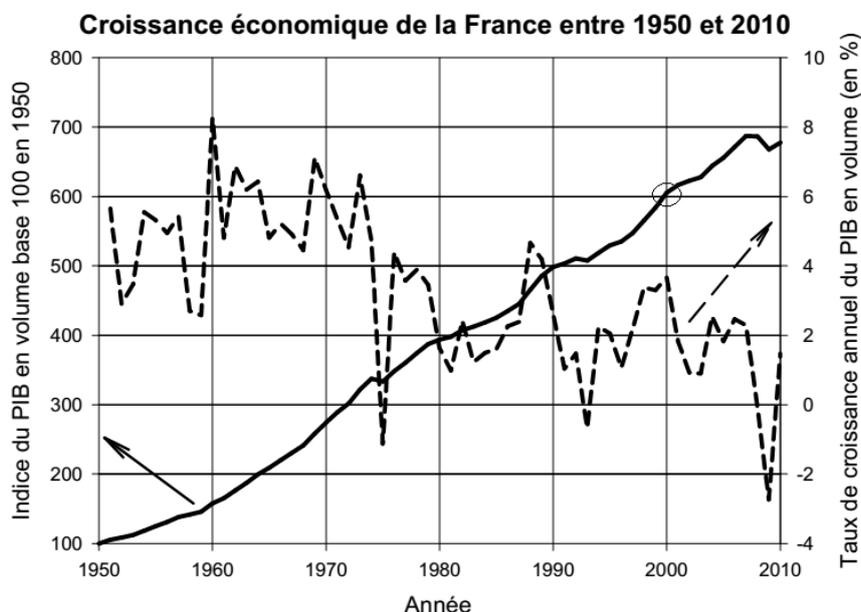
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Donnez la signification de la valeur entourée. (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quels peuvent-être les effets du vieillissement sur l'épargne ? (4 points).
3. Présentez un exemple de barrière à l'entrée. (3 points).

Document 1



Source : INSEE, 2012.

Document 2

Les chiffres laissent rêver. Et pourtant ! La croissance chinoise est repassée sous 10 % en 2008, pour la première fois en six ans, après avoir brutalement freiné au quatrième trimestre, à son tour victime de la crise financière mondiale.

Après cinq années consécutives de progression à deux chiffres, jusqu'à 13% en 2007, le produit intérieur brut de la troisième économie de la planète a crû, l'an dernier, de 9 %, selon les données publiées, jeudi 22 janvier, par le Bureau national des statistiques (NBS)[..]

Pour le gouvernement, le coupable est la situation économique mondiale.[..] De fait, au cours des deux derniers mois de 2008, les exportations de la Chine, bouillonnantes depuis des années, ont accusé une baisse, de 2,2 % puis 2,8 % sur un an. Conséquence de ce ralentissement de l'activité, la production industrielle a également marqué le pas, augmentant de seulement 12,9% sur un an, contre + 18,5 % en 2007.

Le Monde (avec AFP), 22 janvier 2009

Enseignement OBLIGATOIRE
et de SPÉCIALITÉ
(Économie approfondie)

SESSION 2017
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez qu'une politique protectionniste peut présenter des risques.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Comparez les taxes sur les importations dans l'agriculture au Canada et en Chine. (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quels sont les effets du vieillissement de la population sur le financement des retraites par répartition en France ? (4 points)
3. Présentez un exemple d'instrument de régulation des marchés financiers. (3 points).

Document 1

Taxes sur les importations en 2007 (en % de leur valeur)

Importateurs	Total	Agriculture	Textile	Reste de l'industrie
Pays riches	2,7	14,6	7,8	1,7
Canada	3,3	18,1	12,4	1,8
Etats-Unis	1,7	5,5	9,8	1,1
Japon	2,5	23,8	7,0	0,7
Union Européenne à 27	2,6	14,6	7,0	1,7
Pays en développement	8,0	18,3	13,3	7,0
Chine	6,3	9,2	9,2	5,9
Inde	17,9	60,5	15,1	14,3
Mexique	6,6	15,5	15,7	5,4
Pays les moins avancés	10,1	12,6	17,7	9,3
Bangladesh	10,2	11,2	21,2	9,6
Afrique Subsaharienne	9,2	11,3	17,9	8,4
Monde	4,4	15,9	9,2	3,4

Source : « La protection commerciale dans le monde », *La lettre du CEPII*, juillet 2012.

DOCUMENT 2 : Le protectionnisme agressif de Donald Trump

S'il tient ses promesses de campagne, parfaitement résumées par son slogan "*America First*" (l'Amérique d'abord), Donald Trump demandera à renégocier tous les accords de libre-échange en cours de discussion ou déjà signés.

La principale cible de Donald Trump est toutefois la Chine, ce pays qui, dit-il, "*tue les Américains*". (...) Il veut aussi imposer des droits de douane de 35 % sur les produits importés du Mexique par les entreprises américaines – les fabricants automobiles, notamment – qui ont délocalisé leur production au sud de la frontière. (...)

Tout ceci risque de déclencher une guerre commerciale dans laquelle les États-Unis laisseront des plumes. Car ces deux pays riposteront probablement en imposant à leur tour des droits de douane sur les exportations américaines. Or, la Chine est le deuxième marché des États-Unis (avec 250 milliards de dollars), et le Mexique, le troisième (100 milliards de dollars), précise Darryl S.L. Jarvis. Ensemble, ils absorbent près d'un quart des exportations américaines.

Des mesures de rétorsion* entraîneront une baisse significative des exportations américaines, ce qui pèsera sur les bénéfices des entreprises, sur l'emploi et sur l'économie dans son ensemble, poursuit-il.

Source : Pascale Boyen, *Courrier International*, Publié le 10/11/2016

*rétorsion = représailles, en réaction.

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS):

Montrez que le commerce international peut profiter aux producteurs et aux consommateurs.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS):

Question complémentaire de savoir-faire

1. A l'aide du document 1 comparez les données sur la croissance du commerce international et celles sur la croissance du PIB mondial. (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la notion de cycle de vie. (3 points)

3. Quels comportements des entreprises la politique de concurrence sanctionne-t-elle? (3 points)

Document 1

Commerce mondial et PIB mondial (variation annuelle moyenne en %)

	1985 - 1990	1990 - 1995	1995 - 2000	2000 - 2005	2005 - 2011
Commerce mondial	5,8	6,1	7,1	5	3,9
PIB mondial	3,9	2,8	3,6	2,9	2,3

Source: OMC, Rapport sur le commerce mondial, 2013

Document 2

Pascal Lamy(1) a été en première ligne de cette "globalisation" tant décriée et dont il défend le bilan. Le principal gain est sans doute à chercher dans la sortie massive de la pauvreté des pays émergents, Chine en tête, qui ont su faire valoir leurs "avantage comparatifs", en l'occurrence une main d'œuvre abondante et bon marché, pour s'imposer comme "les ateliers du monde". D'où la montée en puissance d'une classe moyenne cantonnée, hier encore, aux pays de la triade Etats-Unis, Europe, Japon. Les pays développés ont eux aussi largement bénéficié de cette intensification sans précédent des échanges. "Cela a dopé les entreprises les plus efficaces, accéléré le progrès technique, ouvert de formidables débouchés, notamment pour un petit pays comme la France qui a pu faire valoir sa forte image de marque à l'étranger dans des secteurs comme le luxe, la production agricole, l'énergie, les transports", souligne Emmanuel Combe, professeur à l'université Paris 1. La mondialisation a également profité aux consommateurs (...). Une étude du Cepii(2), montre ainsi que si la France se fermait à tout commerce avec les pays émergents, il en résulterait une perte évaluée entre 1200 et 3000 euros par an par ménage.

Antoine d'Abundo, journal La Croix, avril 2016

(1) Commissaire européen au commerce de 1999 à 2004, puis directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) jusqu'en 2013

(2) Centre de recherché et d'études sur l'économie mondiale

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez les avantages attendus de l'Union Economique et Monétaire (UEM)

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Caractérisez l'évolution des taux d'intérêt à long terme à partir du cas de la France. (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la notion de cycle de vie (4 points).
3. Illustrez une situation d'abus de position dominante sur un marché (3 points).

Document 1

Titre : Taux d'intérêt à long terme* (en%) dans plusieurs pays de la zone euro

	1995	1999	2004	2009	2014
Allemagne	6,9	4,5	4,0	3,2	1,2
Espagne	11,3	4,7	4,1	4,0	2,7
France	7,5	4,6	4,1	3,6	1,7
Italie	12,2	4,7	4,3	4,3	2,9
Zone euro	8,7	4,7	4,1	4,0	2,3

* Les taux d'intérêt à long terme sont ceux des obligations d'État à échéance de 10 ans.

Source : Site de l'OCDE, www.oecd.org/fr

Document 2

L'euro permettrait tout à la fois d'éviter les crises de change intra-européennes génératrices de tensions commerciales et politiques, d'éliminer les coûts liés à la gestion du risque de change et de simplifier la gestion des entreprises, d'accroître la concurrence par une meilleure comparabilité des prix, de favoriser la libre circulation des citoyens sur l'ensemble du territoire de l'Union. Après douze ans d'existence les résultats sont là : le mandat de la BCE a été parfaitement respecté puis que l'inflation moyenne a été très légèrement inférieure à 2%. 14 millions d'emplois ont été créés en douze ans, contre 8 millions aux Etats-Unis. L'euro est loin de ne constituer qu'un simple instrument au service d'une zone économique intégrée. Il est également, en lui-même, producteur de sens et d'identité pour les européens.

Source : *Intervention de C. Noyer. Banque de France 2011.*

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que la politique climatique repose sur différents types d'instruments.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Comment a évolué le prix de la tonne de CO₂ entre février 2008 et février 2013 ? (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quelle est l'influence du cycle de vie sur les comportements d'épargne? (4 points).
3. Présentez un cas dans lequel les autorités de la concurrence sont intervenues pour protéger les intérêts des consommateurs. (3 points).

Document 1

Evolution du prix de la tonne de CO₂ en euros sur le marché européen



Source : Alternatives Economiques N°322, mars 2013

Document 2

La protection de l'environnement constitue un enjeu majeur pour les décennies à venir.... A cet effet, les pouvoirs publics disposent d'une large palette d'instruments. (...)

La fiscalité environnementale et les marchés de permis en constituent les formes principales et sont déjà utilisés dans l'Union Européenne et dans plusieurs pays de l'OCDE. En donnant un prix à des biens environnementaux, via le taux de la taxe ou le prix du permis, ils incitent les pollueurs à modifier leur comportement. (...) Ils permettent tout d'abord d'atteindre un objectif environnemental donné à moindre coût. Ils constituent également des incitations à la recherche permanente de solutions moins coûteuses et amplifient l'effort d'innovation des acteurs économiques.

Un marché de permis permet de garantir ex-ante un résultat environnemental alors que la fiscalité environnementale permet au contraire de fixer ex ante le coût de cette politique pour les agents.

Source : Trésor-éco, sept 2007, www.tresor.economie.gouv.fr

Enseignement OBLIGATOIRE
et de SPECIALITE (économie
approfondie)

SESSION 2017
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Par quels instruments les pouvoirs publics peuvent-ils mener une politique climatique?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

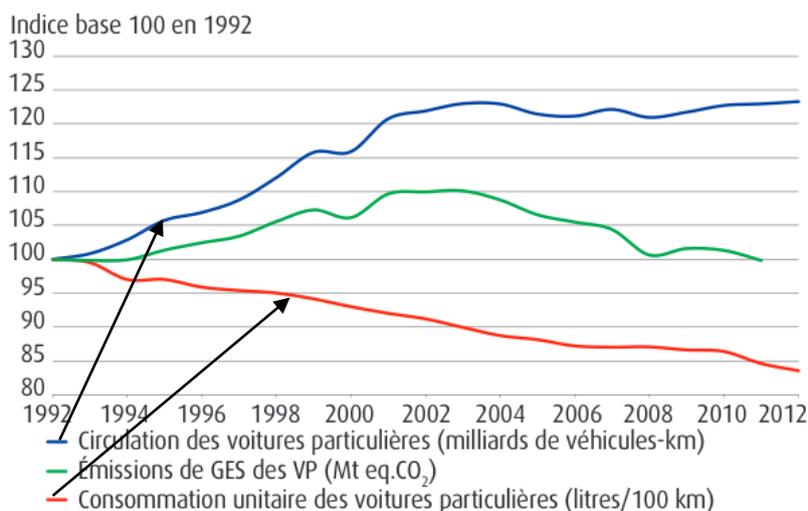
1. Comment a évolué la consommation unitaire des voitures particulières entre 1992 et 2012 ? (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux. (4 points).
3. Présentez à l'aide d'un exemple les stratégies d'un monopole discriminant (3 points).

Document 1

Évolution de la circulation, de la consommation unitaire et des émissions de gaz à effet de serre des voitures particulières



GES : gaz à effet de serre

VP : voitures particulières CO₂ : gaz émis lors de tous les processus de combustion

Source : Chiffres clés de l'environnement - Édition 2013 (<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>)

Document 2

L'objectif du protocole de Kyoto (1997) était de déterminer les moyens de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. L'Union européenne et les États-Unis défendaient différentes conceptions. L'Europe souhaitait que soit instaurée une taxe sur le carbone quand les États-Unis défendaient la création d'un marché international de permis d'émission. Cette dernière position l'a emporté [...]

En Europe, ce marché existe depuis 2005 et concerne 11 500 installations industrielles représentant presque 50% des émissions de carbone d'origine industrielle. Ce sont les pays qui allouent (souvent gratuitement) des quotas d'émission de CO₂ (en tenant compte des objectifs de réduction) ; en fin de période, les quotas non utilisés peuvent être échangés entre industries. Dans la pratique, si ce marché fonctionne, le prix a rapidement baissé, les quotas disponibles s'étant trouvés en excédent, à la fois car la croissance économique a été plus faible que prévu et car certains gros émetteurs avaient réduit leurs émissions. Alors qu'elle valait 30 € mi-2005, la tonne de CO₂ ne valait plus que 0.20 € mi-2007. Le prix est remonté depuis (15 € en 2009), mais il reste, selon les spécialistes, trop bas pour favoriser la production d'énergies renouvelables.

Source : d'après Économie de l'environnement et du développement durable, ABDELMALKI Lahsen, MUNDLER Patrick, 2010.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

**Enseignement OBLIGATOIRE
et de SPECIALITE**
(Economie approfondie)

SESSION 2017
(Coefficient 9)

*Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn*

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez la complémentarité des instruments de la politique climatique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Par un calcul simple, montrez comment évolue le prix de la tonne de CO₂ entre 2008 et 2016 (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez le triple processus de désintermédiation, déréglementation, décloisonnement des marchés de capitaux (4 points).
3. Présentez un exemple d'intervention de l'autorité de la concurrence. (3 points).

Document 1 : Évolution du prix (en euros) de la tonne de CO₂ sur le marché européen des quotas d'émission

Prix du CO₂ sur le marché européen « ETS » (depuis 2007)



Source : EEX Spot, in <http://www.connaissancedesenergies.org>

Remarque : ETS = EU ETS ; European Union Emission Trading Scheme – système communautaire d'échange de quotas d'émission

Document 2

La transition énergétique peut être entendue comme le passage d'un système énergétique qui repose essentiellement sur l'utilisation des énergies fossiles, épuisables et émettrices de gaz à effet de serre, vers un système énergétique reposant sur les énergies renouvelables. En tant que composante du respect de l'environnement, elle implique une modification des modes de production et de consommation et concerne aussi bien les producteurs que les consommateurs d'énergie. (...) La fiscalité verte est une notion qui a été définie par l'OCDE comme recouvrant les « impôts, taxes et redevances dont l'assiette est constituée par un polluant, ou plus généralement par un produit ou service qui détériore l'environnement ou qui se traduit par un prélèvement sur des ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables ». Dans le cadre de cette fiscalité écologique, on dénombre un certain nombre de dispositifs fiscaux concourant à la transition énergétique, qui peuvent avoir une nature incitative ou à l'inverse, répressive (...).

Source : Extrait de Pierre Marly, Marc Veuillot, « Fiscalité, climat et transition énergétique en Afrique », <http://www.usinenouvelle.com/article/fiscalite-climat-et-transition-energetique-en-afrique-l-analyse-de-cms-bureau-francis-lefebvre>, publié le 21/11/2016

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que l'analyse de la structure sociale en termes de classes sociales peut rester pertinente aujourd'hui.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

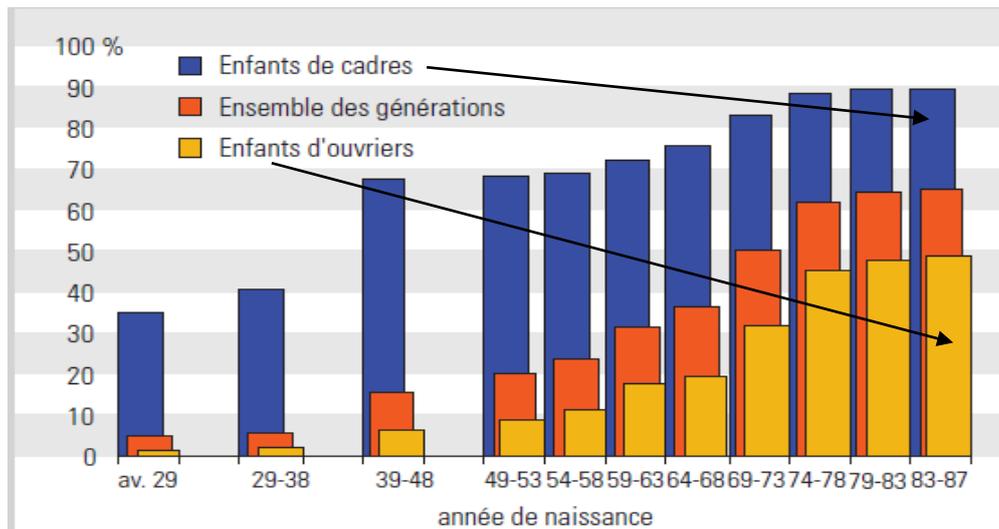
Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Comparez la situation des enfants d'ouvriers à celle des enfants de cadres nés entre 1983 et 1987 par rapport à l'obtention du bac (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Montrez que les comportements mimétiques peuvent être à l'origine des crises financières. (3 points).
3. Présentez un exemple montrant que la politique de concurrence protège les intérêts des consommateurs. (3 points).

Document 1 : Obtention du bac selon la catégorie sociale et la génération :



Source : « **L'état de l'école : 29 indicateurs sur le système éducatif français** », n°20, novembre 2010, ministère de l'Éducation nationale.

Document 2

« Les grandes soirées dansantes supposent une infrastructure musicale, la location d'un local, un buffet : les sommes engagées sont au moins de 8 500 € pour une centaine de jeunes, mais peuvent très largement dépasser les 40 000€. [...]. Mais les enjeux sont à la hauteur de ces dépenses fastueuses : il s'agit de parfaire une éducation parfaite, de donner la dernière touche à une œuvre d'art fragile et précieuse, un héritier ou une héritière digne du destin exceptionnel qui se propose. [...]. La bourgeoisie se construit continûment. Les bourgeois travaillent sans cesse à conforter la classe bourgeoise. [...]. Par un travail toujours recommencé, la classe entretient les limites qui marquent ses frontières, instruit ses jeunes générations, se préserve des promiscuités gênantes ou menaçantes. Fondée sur la richesse matérielle, la bourgeoisie atteint le statut de classe pleine et entière, selon les critères marxistes, par cet effort constant pour se réaliser en tant que groupe social ».

Source : Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, Sociologie de la bourgeoisie, La Découverte, 2005.

**Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.**

Baccalauréat ES Baccalauréat ES

Sciences Économiques et Sociales Épreuve orale du 2nd groupe

**Enseignement OBLIGATOIRE et de
SPÉCIALITÉ (Économie approfondie)**

**SESSION 2017
(Coefficient 9)**

*Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn*

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez le rôle de l'école et de la famille dans la reproduction sociale.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Donnez la signification des valeurs soulignées dans le document 1.

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la notion du cycle de vie (3 points).
3. Comment peut-on expliquer l'existence d'un pouvoir de marché ? (4 points).

Document 1 : Répartition par filière des bacheliers 2013 selon leur origine sociale (en %)

Origine Sociale	Filière			Total
	Générale	Technologique	Professionnelle	
Agriculteurs exploitants	58	20	22	100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	51	21	28	100
Cadres, professions intellectuelles supérieures	<u>77</u>	14	9	100
Professions intermédiaires	60	23	17	100
Employés	53	26	20	100
Ouvriers	35	24	<u>41</u>	100
Ensemble	52	21	27	100

Source : D'après L'État de l'école 2014, Ministère de l'Éducation nationale, octobre 2014, n° 24, p. 71.

Document 2

Pour comprendre comment, concrètement, se réalise cette transmission des inégalités, on peut prendre l'exemple de la lecture et de l'écriture. L'école joue en effet un rôle crucial dans la reproduction des inégalités sociales, surtout dans des sociétés où l'accès au marché du travail est filtré par l'institution scolaire. L'appropriation par les jeunes de la culture écrite scolaire est au cœur des premiers problèmes rencontrés et des processus d'échec scolaire. Or, les familles dotées de ressources culturelles livrent à l'école des enfants déjà porteurs de formes bien constituées d'habileté langagière, de connaissances culturelles diversifiées et même de compétences scolaires non négligeables.

Source : Bernard Lahire, « Comment la famille transmet l'ordre inégal des choses »,
Observatoires des inégalités, janvier 2012

**Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.**

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que le rôle de la famille dans l'intégration sociale a évolué.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec la donnée 41 (1^{ère} colonne) permettant d'en comprendre le sens.

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez un effet du vieillissement de la population sur la croissance économique (3 points)
3. Présentez deux barrières à l'entrée qui permettent aux entreprises d'acquies un pouvoir de marché. (4 points)

Document 1

Les aides apportées par les proches selon la situation vis à vis de l'emploi (en %) en 2010

	Tous types d'aide	Aide financière	Aide matérielle	Soutien moral
Actifs occupés	41	10	11	35
Étudiants (y compris apprentis)	52	25	18	43
Chômeurs	51	22	16	44
Retraités	32	3	8	30
Autres inactifs	43	12	9	39
Ensemble	40	10	11	35

Champ : personnes de 16 ans ou plus habitant en France métropolitaine.

NB : le total en ligne peut être supérieur à 100 car les personnes interrogées pouvaient déclarer avoir reçu plusieurs types d'aides.

Source : Insee, enquête SRCV-SILC 2011.

Document 2

Les évolutions perceptibles dans les statistiques montrent, en effet, que le « socle familial » constitué par les familles nucléaires (composées d'un couple d'adultes, mariés ou non et de leurs enfants) est remis progressivement en question avec la progression des divorces (x 2,75 entre 1970 et 1989) qui débouchent sur l'avènement de familles monoparentales, voire recomposées. Ce phénomène aboutit ainsi à rendre la famille plus « incertaine ». (...) puisque différentes configurations familiales coexistent et les rapports entre individus (enfants, « beau-père », et « belle-mère » mais également père) se redéfinissent au fil du temps. Les liens se complexifient mais ne disparaissent pas et ne s'affaiblissent peut-être pas vraiment non plus, comme en témoigne le maintien de relations régulières avec leurs familles d'origine pour des jeunes âgés d'au moins 25 ans et ayant quitté le domicile parental. D'une certaine façon, l'allongement de la scolarité, les difficultés d'insertion professionnelles l'« assouplissement » des relations entre générations et l'augmentation de la durée de vie conduisent à intensifier les relations familiales même si celles-ci revêtent désormais un caractère essentiellement personnel et privé.

Source : Philippe Riutort, Précis de sociologie, PUF, coll. Major, nouv.éd 2014

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

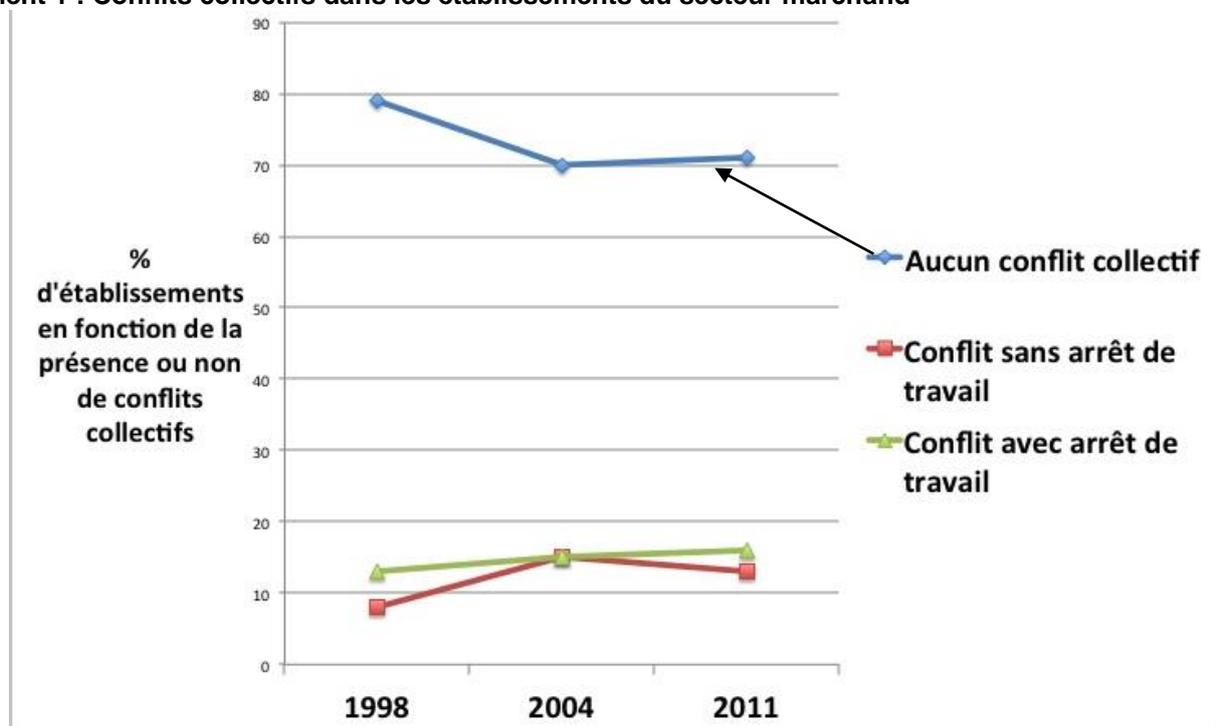
Montrez que les conflits du travail se sont transformés.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :**Question complémentaire de savoir-faire (3 points)**

1. Par un calcul simple, caractérisez l'évolution de la part des établissements n'ayant connu aucun conflit collectif entre 1998 et 2011. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce qu'un système de retraite par répartition ? (4 points)
3. Donnez un exemple de barrière à l'entrée. (3 points)

Document 1 : Conflits collectifs dans les établissements du secteur marchand

Champ : établissements de plus de 20 salariés

Source : Enquêtes REPONSE 1998, 2004, 2011. Volet RD – DARES

Lecture : en 2010, 16% des établissements de plus de 20 salariés ont connu au moins un conflit avec un arrêt de travail contre 13% des établissements en 1998.

Document 2

De nombreuses études permettent d'observer une remontée des conflits du travail depuis une quinzaine d'années et, surtout, une évolution des modalités d'action utilisées par les salariés.

Le débrayage* [...] a connu un très net développement ces dernières années. Selon l'enquête Réponse, 18% des établissements de plus de 50 salariés ont connu ce type de mouvement dans les années 2002-2004, contre 10% au début des années 90.

[...] On constate également une montée des situations conflictuelles sans arrêt de travail. On peut avancer l'hypothèse que ces conflits sans grève affectent surtout des entreprises peu habituées aux conflits. Ceux-ci prennent des modalités diverses. Une forme de protestation nouvelle, particulièrement intéressante dans le contexte actuel, est le refus des heures supplémentaires, signalé dans l'enquête 2005, dans 9,6% des établissements, trois fois plus souvent qu'en 1996-98. [...] Le recours aux pétitions est également en hausse.

[...] Les nouvelles formes de conflictualité constituent des réponses aux transformations du contexte économique et des valeurs des salariés.

Source : A. PARIENTY, « Déclin ou évolution des conflits du travail ? », Alternatives économiques n°275, 12/2008

*Débrayage : arrêt de travail de moins d'une journée.

**Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
 Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.**

Baccalauréat ES Sciences Économiques et Sociales Épreuve orale du 2nd groupe

**Enseignement OBLIGATOIRE et de
 SPÉCIALITÉ (Économie approfondie)**

**SESSION 2017
 (Coefficient 9)**

*Temps de préparation : 30 mn
 Temps de passage devant
 l'examineur : 20 mn*

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que les conflits du travail se sont diversifiés.
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Vous montrerez, à l'aide de données chiffrées, les principaux motifs de grèves dans le secteur du commerce (document 1).
Questions complémentaires de connaissances 2. Distinguez les régimes de retraite par répartition et par capitalisation. (4 points). 3. Illustrez la notion de barrière à l'entrée sur un marché. (3 points).

Document 1 : Motifs des grèves selon le secteur en 2012 (en %)

Entreprises ayant connu une grève	Principaux motifs			
	Les rémunérations	L'emploi	Les conditions de travail	Le temps de travail
Secteur d'activité :				
Industrie	59	27	13	11
Construction	NR	NR	NR	NR
Commerce *	68	35	33	16
Services	47	14	15	10
Ensemble 2012	55	22	18	11
Répartition (en % de l'ensemble des entreprises)	0,7	0,3	0,2	0,1

NR : non représentatif ; résultats non publiés car le nombre d'entreprises répondantes dans ces strates déclarant une grève est trop faible pour permettre une estimation suffisamment précise.

Le commerce comprend les entreprises du « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles », des « transports et entreposage » et de « l'hébergement et restauration ».

Remarque : le total des motifs est supérieur à 100 % car un même arrêt de travail peut porter sur plusieurs revendications.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole ayant déclaré un arrêt collectif de travail.

Source : **DARES ANALYSES • Novembre 2014 - N° 089**

Document 2

Les enquêtes de l'Insee observent la remontée des conflits depuis une quinzaine d'années, et une évolution des modalités d'action utilisées par les salariés, notamment une montée des situations conflictuelles sans arrêts de travail. D'après ces enquêtes, cela passe par exemple par le débrayage, un mode de conflit d'une durée inférieure à une journée, qui échappe donc au comptage par les inspecteurs du travail. 8% des établissements de plus de 50 salariés ont connu ce type de mouvement dans les années 2002-2004, contre 10% au début des années 90. Ces débrayages peuvent prendre la forme d'un arrêt de travail d'une demi-heure le matin, qui ralentissent nettement la production. Autre forme de revendication, le refus des heures supplémentaires, apparue dans certaines usines. Ces études reflètent aussi un certain passage du conflit collectif au conflit individuel, qui se manifeste par la montée du recours aux prud'hommes et par une augmentation de l'absentéisme. Le recours aux pétitions est également en hausse, des pétitions dont l'efficacité renforcée par leur médiatisation, et le souci des entreprises de maîtriser leur image.

Source : Capucine Cousin ; <http://lentreprise.lexpress.fr/> ;24/07/2009

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Baccalauréat ES Sciences Économiques et Sociales Épreuve orale du 2nd groupe

Enseignement OBLIGATOIRE et de
SPÉCIALITÉ (Économie approfondie)

SESSION 2017
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que le niveau de salaire ne se détermine pas seulement sur le marché du travail

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Présentez l'évolution du SMIC horaire brut de 1990 à 2013 (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez un lien entre le vieillissement de la population et la croissance économique (4 points).
3. Illustrez par un exemple le monopole discriminant (3 points).

Document 1

Evolution du SMIC horaire brut, du salaire mensuel moyen et des prix entre 1990 et 2013 en France

Indice de base 100 en mars 1990

	1990	2000	2010	2013
Smic horaire brut	100	137	192	205
Salaire mensuel moyen	100	128	162	175
Prix (y compris tabac)	100	120	140	144

Source : Insee, Emplois et salaires, 2014

Document 2

Le modèle néoclassique « standard » du marché du travail le représente comme un lieu où une offre et une demande de travail homogènes s'ajustent grâce à un prix flexible, le salaire. [Or, on constate] l'importance de modes de coordination alternatifs à la régulation marchande. Loin d'être une variable permettant l'égalisation de l'offre et de la demande de travail, le salaire apparaît plutôt comme le résultat de règles élaborées, juridiques et /ou contractuelles. De la même façon, offreurs et demandeurs de travail ne se coordonnent pas simplement par le signal du prix : complexes, les procédures de recrutement renvoient à des conventions de qualité du travail, c'est-à-dire à des modes d'évaluation implicites de ce que constitue une bonne relation d'emploi.

Source : Guillemette de Larquier, « Recrutement et détermination du salaire : l'importance des règles et des conventions », *Problèmes économiques*, hors-série, 2013

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous présenterez les différents mécanismes par lesquels se fixe le salaire.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

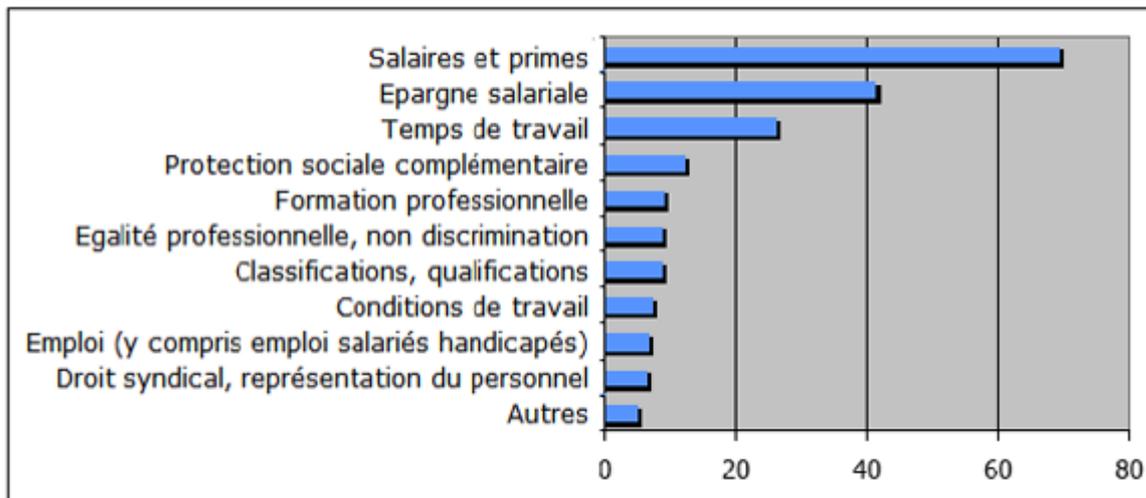
1. Présentez, à partir de données chiffrées, les thèmes principaux abordés dans les accords d'entreprise en 2007. (Document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez une différence entre un système de retraite par répartition et un système de retraite par capitalisation (4 points).
3. Qu'est-ce qu'un abus de position dominante ? (3 points).

Document 1

Les thèmes abordés dans les accords d'entreprise en 2007
% d'entreprises, parmi celles ayant signé au moins un accord en 2007



Source : enquête ACEMO (DARES)

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole

Document 2

Un groupe d'experts recommande au gouvernement de ne pas aller au-delà de la revalorisation automatique légale du salaire minimum au 1er janvier 2017 en raison de la situation économique encore fragile du pays.

Chaque année, la même question est posée à un panel d'experts : y a-t-il lieu - ou non - de revaloriser et de donner un «coup de pouce» au SMIC? (...) Selon ces derniers, la situation économique, encore très fragile et incertaine, ne le permet pas. Les salariés qui sont rémunérés au SMIC devront donc se contenter de la revalorisation automatique légale...pour la cinquième année consécutive.

Dans leur rapport qui sera remis sous peu aux partenaires sociaux, les économistes estiment que la conjoncture et l'emploi sont bien orientés mais que tous les indicateurs ne sont pas au vert pour autant : le taux de chômage des jeunes est un exemple qui pèse lourd dans la balance... «Dans ce contexte, aller au-delà de la formule de revalorisation légale comporte un risque de déstabilisation», estiment-ils.

Le dernier «coup de pouce» au salaire minimum remonte au 1er juillet 2012, juste après la victoire de François Hollande à l'élection présidentielle. Le SMIC avait alors été revalorisé de 2% dont 0,6% de coup de pouce.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Baccalauréat ES Sciences Économiques et Sociales Épreuve orale du 2nd groupe

**Enseignement OBLIGATOIRE et de
SPÉCIALITÉ
(Economie approfondie)**

**SESSION 2017
(Coefficient 9)**

*Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant
l'examineur : 20 mn*

QUESTION PRINCIPALE (10 points)

Vous montrerez comment les politiques de l'emploi permettent de réduire les différentes formes de chômage

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 points)

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1) Comparez le taux de chômage selon le niveau de diplôme pour les jeunes sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale. (Document 2)

Questions complémentaires de connaissances

2) A l'aide d'un exemple, montrez comment une situation d'aléa moral peut entraîner un choc systémique sur les marchés financiers. (3 points)

3) Expliquez comment les autorités de la concurrence luttent contre les cartels de producteurs. (3 points)

Document 1

Pour abaisser le coût du travail pour l'employeur, plusieurs pays ont introduit des dispositifs d'exonération partielle de cotisations sociales, en particulier en bas de l'échelle des salaires : *minijobs*¹ en Allemagne, allègements de cotisations sociales à la charge des employeurs sur les bas salaires en France [...], etc., dans le but de stimuler la demande de travail des entreprises et de l'orienter en direction des travailleurs peu qualifiés. L'idée sous-jacente à cette politique est que dans les pays industriels, la structure du coût du travail est défavorable à l'emploi : le prix du travail non qualifié est relativement élevé en raison du niveau du salaire minimum ou des minima conventionnels, alors même que la demande de travail des entreprises tend à s'orienter vers le travail plus qualifié.

Source : A. Benassy-Quéré, B. Coeuré, P. Jacquet, J. Pisani-Ferry, *Politique économique*, De Boeck, 2^{ème} édition, 2009.

¹En Allemagne, les emplois à moins de 400€ par mois – il s'agit d'emplois à temps partiel – bénéficient d'une exonération de cotisations sociales.

Document 2

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2015 (en %)*

Niveau de diplôme	2015			Ensemble
	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans ou plus de formation initiale	
Sans diplôme, CEP, brevet	52,2	34,5	14,5	17,6
Bac, CAP, BEP	24,9	15,9	8,2	10,8
Bac +2 ou plus	11,8	7,2	4,6	6,3
Ensemble	20,4	13,3	8,2	10,4

Champ : France, personnes actives âgées de 15 ans ou plus.

*Ce sont des jeunes qui ont quitté le système scolaire.

Source : Insee, enquêtes emploi 2016

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez comment la flexibilisation du marché du travail peut fragiliser le lien entre intégration sociale et travail.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Montrez l'évolution de la part des CDD dans l'emploi total entre 1982 et 2014 (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quels sont les objectifs de la politique de concurrence ? (4 points).
3. Quel est le rôle des comportements mimétiques dans la constitution des crises financières ? (3 points).

Document 1

Le statut d'emploi des actifs salariés

en %	1982	1995	2004	2014
Contrat à durée déterminée (CDD)	4,8	8,9	9	9,7
Intérimaires	0,6	1,2	2,1	2,4
Apprentis	1	0,8	1,2	1,6
Contrat à durée indéterminée (CDI)	93,6	89,1	87,7	86,3

Champ : Emploi salarié au sens du BIT, France métropolitaine
Source : INSEE, Enquête emploi, 2014.

Document 2

Les « formes atypiques » de travail regroupent un ensemble très disparate de situations : contrat à durée déterminée, intérim, travail saisonnier, temps partiel, travail indépendant... [...] En période de difficultés, ces salariés sont les premiers que les entreprises renvoient. Comme le note un récent rapport de la Commission européenne à propos de la destruction d'emploi : « Les cinq dernières années ont été préjudiciables pour l'emploi permanent, mais la plus grande charge de l'ajustement a pesé principalement sur les emplois temporaires ». [...]

Les différentes formes d'emploi atypique ont souvent un impact direct sur le niveau de vie des individus et de leur famille. Plus de la moitié des salariés concernés, interrogés au cours de l'enquête européenne, indiquent avoir des difficultés à boucler les fins de mois. D'autant que beaucoup d'emplois atypiques sont assortis de prestations sociales plus faibles que les CDI. Et que les titulaires de contrats à durée déterminée ou les intérimaires ont d'autant plus de mal à défendre leurs droits qu'ils craignent ne pas être reconduits.

Source : Yann Mens, « Les précaires ne se laissent pas faire », Alternatives Internationales n° 61, décembre 2013.

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) Expliquez par quels moyens les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale ?
QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) Question complémentaire de savoir-faire (4 points) 1. Que signifient les données soulignées ? (Document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. Qu'est-ce qu'un mode de scrutin majoritaire ? (3 points) 3. Donnez un exemple de vote sur enjeu. (3 points)

Document 1 : Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation* en

	Déciles de niveau de vie avant redistribution		Ensemble
	D1	D9	
Revenu avant distribution (A)	4 128	72 195	25 649
Prélèvements	- 165	- 15 886	- 3 523
dont :			
- financement de la protection sociale	- 209	- 5 716	- 1 804
- impôts directs	45	- 10 170	- 1 719
Prestations	5 985	345	1 430
dont :			
- prestations familiales	1 925	298	718
- aides au logement	1 831	18	351
- minima sociaux	2 229	29	360
Revenu disponible (B)	9 948	56 654	23 556
Taux de redistribution (B-A)/A	141,0 %	- 21,5 %	- 8,2 %

2012 (en euros)

* Unité de consommation : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

Source : D'après « La redistribution : état des lieux en 2012 », Portrait social de la France, édition 2013, INSEE

Document 2 :

Même lorsque les services publics sont utilisés de façon relativement uniforme par l'ensemble de la population, en haut ou en bas de l'échelle des niveaux de vie, les sommes engagées représentent des montants plus importants pour les ménages modestes relativement à leur niveau de vie. (...) Le financement public d'une partie des soins de santé, les services d'éducation et des logements sociaux contribuent deux fois plus à la réduction des inégalités de niveau de vie que les transferts monétaires habituellement pris en compte (impôts directs, prestations).

Source : « Les mécanismes de réduction des inégalités de revenus en 2008 », France portrait social, INSEE 2009

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous expliquerez pourquoi l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale rencontre des limites.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec la donnée chiffrée en caractère gras soulignée. (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quels sont les trois processus à l'origine de la globalisation financière ? (4 points).
3. Comment le cycle de vie influence-t-il le choix d'épargne ? (3 points).

Document 1

Taux de chômage en France selon le diplôme et l'origine, en %

	Licence et plus	Bac, BTS, DUT	Brevet, CAP, BEP	Sans diplôme
Français de parents nés français	4,7	6,1	8,9	14,1
Immigrés de l'Union européenne	7,4	8,0	7,0	8,9
Immigrés hors Union européenne	14,8	18,0	24,4	<u>23,8</u>

Source : ministère de l'immigration – Données 2011 – Observatoire des inégalités

Document 2

Deux types de critiques sont couramment adressés à la conception française de la discrimination positive : d'une part, les risques de rupture du pacte d'unité républicaine, et d'autre part, la génération d'effets pervers (stigmatisation, assistance). [...]

Pour les uns, les « bénéficiaires » de la discrimination positive en seraient, à terme, les victimes, alors que pour d'autres, ils seraient les profiteurs.

Le statut de victime résulterait d'abord [...] de la situation d'assistance imposée aux destinataires de cette politique. En outre ces catégories se voient stigmatisées, ce qui ne fait qu'altérer plus encore leurs perspectives d'intégration économique et sociale. [...]

D'autres, au contraire, dénoncent la création d'une catégorie de profiteurs générée par la pratique de la discrimination positive : le développement d'une mentalité d'assisté, ici, loin d'être un handicap, se traduit plutôt par l'acquisition d'une rente de situation en aides financières, services et avantages sociaux.

Source : S. Wuhl, La discrimination positive à la française, *Informations sociales*, avril 2008

ÉPREUVE DU SECOND GROUPE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Extrait du Bulletin officiel spécial n° 7 du 6 octobre 2011

Baccalauréat général, série économique et sociale : épreuve obligatoire de sciences économiques et sociales et épreuves de spécialité d'économie approfondie et de sciences sociales et politiques, à compter de la session 2013

« Épreuve orale de contrôle

Durée : 20 minutes - Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum).

Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement. »